

Budget de 2023 : Un plan canadien : une classe moyenne forte, une économie abordable, un avenir prospère

Faits saillants et analyse

Les questions concernant le contenu du présent rapport doivent être adressées directement à :

Joey Taylor
Gestionnaire, Affaires publiques et Relations gouvernementales
Ingénieurs Canada

joey.taylor@ingenieurscanada.ca

613 232-2474, poste 213

Aperçu

Le 28 mars 2023, la vice-première ministre et ministre des Finances, l'honorable Chrystia Freeland, a déposé le budget fédéral de 2023, intitulé [*Un plan canadien : une classe moyenne forte, une économie abordable, un avenir prospère*](#). Le budget met l'accent sur trois domaines clés, à savoir la santé et les soins dentaires, l'abordabilité et l'économie propre. Il vise à rendre la vie plus abordable, à encourager les investissements dans les énergies vertes, à améliorer les services de soins de santé et à mettre en œuvre la prochaine phase du régime fédéral de soins dentaires. Le budget de 2023 comprend également des financements ciblés dans les domaines de l'éducation, du développement de la main-d'œuvre, des sciences et de la défense nationale. Voici des exemples des engagements financiers les plus importants :

- 13 milliards de dollars sur cinq ans pour la mise en œuvre d'un régime de soins dentaires pour les familles dont le revenu annuel est inférieur à 90 000 \$.
- Doublement du crédit pour la TPS pour les Canadiens à revenu faible ou modeste, d'une valeur pouvant atteindre 467 \$ par famille.
- 20 milliards de dollars sur six ans en crédits d'impôts pour promouvoir les investissements dans les technologies vertes.
- 4 milliards de dollars sur sept ans afin de mettre en œuvre une stratégie de logement autochtone.
- 359 millions de dollars sur cinq ans pour lutter contre la crise des opioïdes.
- 158 millions de dollars sur trois ans pour un service d'aide téléphonique pour la prévention du suicide, qui sera mis en place le 30 novembre.
- Création d'une nouvelle agence pour combattre l'ingérence étrangère.

Le budget met l'accent sur la gestion responsable des finances, visant à réduire les dépenses de 15 milliards de dollars, tout en investissant 67 milliards de dollars en nouvelles dépenses sur cinq ans pour répondre aux préoccupations liées à l'inflation et à l'abordabilité. Il prévoit de nouvelles dépenses de 43 milliards de dollars sur six ans, ce qui se traduit par un déficit global de 40,1 milliards de dollars en 2023-2024, soit près de 10 milliards de dollars de plus que ce qui était prévu dans la mise à jour économique et budgétaire de l'automne dernier. La dette fédérale atteindra 1,18 billion de dollars, et le ratio de la dette au PIB devrait augmenter légèrement au cours des deux prochaines années.

Six grands titres sont utilisés pour résumer les principaux thèmes du budget de 2023 :

- Rendre la vie plus abordable et soutenir la classe moyenne;
- Investir dans les soins de santé publics et l'accès à des soins dentaires abordables;
- Une énergie abordable, de bons emplois et une économie propre en croissance;
- Faire progresser la réconciliation et bâtir un Canada qui fonctionne pour tous;
- Le leadership du Canada dans le monde;
- Un gouvernement efficace et un régime fiscal équitable.

Ingénieurs Canada accueille favorablement l'engagement du gouvernement fédéral envers des domaines clés tels que les infrastructures, les ressources naturelles, l'énergie, les transports, les changements climatiques, l'environnement, l'équité, la diversité et l'inclusion, la réconciliation avec les peuples autochtones et le renforcement du commerce intérieur décrits dans le budget de 2023, et se réjouit de la possibilité de collaborer avec le gouvernement fédéral sur ces priorités importantes.

Infrastructures, ressources naturelles, énergie et transports

Faits saillants

Le budget de 2023 s'appuie sur les fondations solides que le gouvernement fédéral a mises en place depuis 2015 en donnant la priorité à des investissements majeurs dans l'énergie propre, qui permettront la création d'un réseau électrique national qui reliera la population canadienne d'un océan à l'autre. Ces investissements visent à fournir aux particuliers et aux entreprises une électricité plus propre et plus abordable, tout en positionnant le Canada comme un fournisseur fiable de biens et de ressources dont un monde carboneutre aura besoin, plaçant ainsi les travailleurs et les entreprises du Canada au cœur des chaînes d'approvisionnement mondiales. En mettant fortement l'accent sur l'électrification, l'énergie propre, la fabrication propre, la réduction des émissions, les minéraux critiques, les infrastructures, les véhicules électriques et les batteries pour véhicules électriques, ainsi que les grands projets, le budget de 2023 met en évidence l'engagement du gouvernement à établir une économie propre qui profite aux travailleurs, aux entreprises, à l'environnement et à la population canadienne.

Pour atteindre ces objectifs, le budget de 2023 décrit les prochaines étapes, en mettant l'accent sur le développement d'infrastructures durables, les investissements dans l'énergie propre et les ressources naturelles, et l'amélioration des systèmes de transport. Les principaux investissements comprennent les suivants :

- La Banque de l'infrastructure du Canada investira 10 milliards de dollars dans l'énergie propre et au moins 10 milliards de dollars dans les infrastructures vertes, deux de ses secteurs prioritaires.
- 3 milliards de dollars sur 13 ans, à compter de 2023-2024, accordés à Ressources naturelles Canada pour :
 - Reconstituer le financement du Programme des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification afin d'appuyer les priorités régionales critiques et les projets dirigés par les Autochtones, et ajouter les projets de transmission aux critères d'admissibilité au Programme;
 - Renouveler le Programme des réseaux intelligents afin de poursuivre le soutien à l'innovation du réseau électrique;
 - Créer de nouveaux investissements dans des activités scientifiques afin d'aider à tirer parti du potentiel éolien extracôtier du Canada, particulièrement au large des côtes de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador.

- 27,2 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, accordés à Transports Canada en vue de l'établissement d'un bureau des chaînes d'approvisionnement des transports qui travaillera avec l'industrie et d'autres ordres de gouvernement pour intervenir lors de perturbations et mieux coordonner les mesures visant à renforcer la capacité, l'efficacité et la fiabilité de l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement des transports du Canada;
- Collaborer avec l'industrie, les provinces, les territoires et les peuples autochtones à l'élaboration d'une feuille de route à long terme pour l'infrastructure de transport du Canada afin de mieux planifier et coordonner les investissements nécessaires pour soutenir la croissance commerciale future;
- 25 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, accordés à Transports Canada afin qu'il collabore avec Statistique Canada à l'élaboration de données sur les chaînes d'approvisionnement des transports qui aideront à réduire la congestion, à rendre nos chaînes d'approvisionnement plus efficaces et à éclairer la planification future de l'infrastructure. On aura recours aux ressources existantes de Transports Canada pour faire progresser cette mesure.
- 119,6 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, accordés à Pêches et Océans Canada afin de renforcer l'intégrité de la flotte d'hélicoptères de la Garde côtière.
- 1,1 milliard de dollars sur 14 ans accordé à l'Agence spatiale canadienne pour poursuivre sa participation aux opérations de la Station spatiale internationale.
- 500 millions de dollars sur dix ans accordés au Fonds stratégique pour l'innovation afin d'appuyer le développement et l'application de technologies propres au Canada.

Analyse et occasions

Le budget de 2023 réaffirme l'engagement indéfectible du gouvernement fédéral à investir dans les infrastructures, avec un accent tout particulier sur les ressources naturelles, l'énergie propre et d'autres projets d'infrastructures vertes. Nous sommes heureux de constater que le [Mémoire pour les consultations prébudgétaires en vue du budget de 2023](#), que nous avons présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes, concorde avec ces priorités, puisque nous y recommandions expressément d'accroître les investissements dans les infrastructures et de continuer à soutenir les projets d'infrastructures vertes et les ressources naturelles. Nous sommes encouragés de voir ces recommandations reflétées dans le budget de 2023, et demeurons déterminés à collaborer avec le gouvernement fédéral pour faire en sorte que les infrastructures du Canada soient durables, résilientes et capables de soutenir la croissance économique et la gérance environnementale.

Ingénieurs Canada défend activement le besoin d'infrastructures publiques et privées de base robustes et fiables, car ce sont ces infrastructures qui assurent la sécurité du public, permettent la prestation ininterrompue de services essentiels et favorisent le développement et la croissance économiques. Nos divers [mémoires à l'intention du gouvernement fédéral](#), nos [témoignages](#), et nos énoncés de principe nationaux intitulés [Rôle des ingénieurs dans la construction d'un Canada sécuritaire et résilient](#), [Rôle des ingénieurs dans la reprise économique à long terme du Canada](#), [Infrastructures](#), et [Infrastructures dans les réserves autochtones et les collectivités autochtones éloignées](#) témoignent de notre engagement envers cette cause.

Les ingénieurs jouent un rôle crucial en facilitant la transition du Canada vers une économie propre. Il est impératif que le gouvernement fédéral consulte la profession d'ingénieur lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de ses plans pour une économie propre. Par exemple, les ingénieurs possèdent des connaissances et des compétences spécialisées qui sont essentielles à la conception et à la mise en œuvre de solutions novatrices permettant de réduire les émissions, tout en maintenant l'efficacité et la rentabilité. En collaborant avec la profession d'ingénieur, le gouvernement fédéral peut s'assurer que ses plans pour une économie propre reposent sur des principes d'ingénierie solides et que les solutions proposées sont techniquement réalisables et efficaces. Cette collaboration est essentielle pour atteindre les objectifs de carboneutralité, tout en veillant à ce que les infrastructures, les ressources naturelles, les transports et les systèmes énergétiques restent sécuritaires, fiables et résilients.

Changements climatiques et environnement

Points saillants

Le budget de 2023 met fortement l'accent sur l'engagement du Canada à atteindre son objectif de carboneutralité d'ici 2050. Il reconnaît également la nécessité d'accroître la résilience en cas de catastrophes naturelles et comprend des mesures visant à protéger la population canadienne contre les effets des changements climatiques et des phénomènes météorologiques extrêmes. Pour soutenir ces objectifs, le budget de 2023 introduit de nouvelles mesures visant à rendre l'adoption de technologies propres plus facile et plus abordable pour les particuliers et les entreprises canadiennes, et investit dans des initiatives qui favorisent la protection de l'environnement.

Les investissements comprennent :

- 31,7 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2023-2024, accordés à Sécurité publique Canada et à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour qu'ils collaborent avec le ministère des Finances du Canada à l'établissement d'un programme d'assurance à coût modique contre les inondations, visant à protéger les ménages exposés à un risque élevé d'inondation et sans accès à une assurance adéquate.
- 15,3 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2023-2024, accordés à Sécurité publique Canada afin de créer un portail en ligne accessible au public où les Canadiens peuvent accéder à l'information sur leur degré d'exposition aux inondations.
- 48,1 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, et 3,1 millions de dollars par année par la suite accordés à Sécurité publique Canada pour l'identification des zones inondables à risque élevé et la mise en œuvre d'un programme modernisé d'accords d'aide financière en cas de catastrophe, qui stimulerait les efforts d'atténuation.
- 30 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, accordés à Services aux Autochtones Canada afin d'améliorer le Programme de gestion de l'environnement et des terres de réserves,

pour que les Premières Nations puissent renforcer leur capacité d'exercer une responsabilité accrue sur leurs terres, leurs ressources et leur environnement.

Analyse et occasions

Dans son [Mémoire pour les consultations prébudgétaires en vue du budget de 2023](#), Ingénieurs Canada a souligné l'importance d'investir dans des infrastructures vertes et de réaliser les engagements climatiques du Canada. Nous avons été heureux de constater que le gouvernement fédéral répond à cette demande et fait des investissements importants dans l'adaptation aux changements climatiques et la résilience aux catastrophes naturelles, ce qui renforcera et protégera les infrastructures physiques dans les collectivités canadiennes.

Ingénieurs Canada demande depuis longtemps au gouvernement fédéral de renforcer les politiques fédérales en matière de résilience climatique, d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation des effets du climat. Nos énoncés de principe nationaux intitulés [Changements climatiques et phénomènes météorologiques extrêmes](#) et [Rôle des ingénieurs dans la construction d'un Canada sécuritaire et résilient](#), ainsi que nos mémoires à l'intention de divers ministères fédéraux, mettent en évidence notre engagement envers cet important enjeu. Ils comprennent :

- [Commentaires d'Ingénieurs Canada soumis à Environnement et Changement climatique Canada sur la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'adaptation du Canada](#)
- [Commentaires d'Ingénieurs Canada soumis à Environnement et Changement climatique Canada sur le document de discussion de la Stratégie nationale d'adaptation du Canada](#)
- [Témoignage d'Ingénieurs Canada au Comité sénatorial permanent des transports et des communications](#)
- [Commentaires d'Ingénieurs Canada soumis à Environnement et Changement climatique Canada sur le Plan national de science et de connaissances relatives au changement climatique — Science du climat 2050](#)
- [Commentaires d'Ingénieurs Canada concernant l'étude du Canada's Building Code in the Context of Climate Change, Adaption, and Sustainability – White Paper on the urgency of building code modernization and implementation](#)

Nous croyons fermement qu'il est essentiel pour le gouvernement fédéral de consulter et d'inclure des ingénieurs dans les projets fédéraux d'adaptation, d'atténuation et de réhabilitation en matière de climat qui nécessitent une expertise en ingénierie. Les ingénieurs possèdent les compétences et l'expertise technique nécessaires pour travailler en collaboration avec le gouvernement fédéral sur les évaluations environnementales et les processus réglementaires et pour élaborer des solutions, en fournissant des conseils objectifs, innovants et transparents concernant les changements climatiques et les phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que leur impact sur les infrastructures et les collectivités. Nous espérons poursuivre notre collaboration avec le gouvernement fédéral en ce qui concerne cet enjeu important.

Équité, diversité et inclusion, et réconciliation avec les peuples autochtones

Points saillants

Les nouvelles dépenses annoncées dans le budget de 2023 pour les programmes d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI) et de réconciliation avec les peuples autochtones ne sont pas aussi importantes qu'au cours des années précédentes. Cependant, le maintien des dépenses, combiné aux investissements substantiels des derniers budgets, reflète l'engagement continu du gouvernement fédéral envers ces priorités et indique qu'elles demeurent très importantes.

Le budget de 2023 propose les investissements suivants qu'il convient de souligner :

- 19,4 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, accordés à Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada pour le Programme d'aide financière aux participants du Nord afin d'accroître la participation des Autochtones et des autres résidents du Nord aux évaluations environnementales et réglementaires des grands projets.
- 5 millions de dollars en 2023-2024 accordés à Services aux Autochtones Canada pour appuyer l'élaboration conjointe d'un cadre de réconciliation économique avec les partenaires autochtones qui augmentera les possibilités économiques pour les peuples, les communautés et les entreprises autochtones.
- 8,7 millions de dollars en 2023-2024 accordés à Ressources naturelles Canada pour favoriser des engagements plus profonds avec les partenaires autochtones, y compris les titulaires de droits autochtones, en vue de l'élaboration du cadre national de partage des avantages.
- 49,5 millions de dollars sur cinq ans, à compter de 2023-2024, accordés à Sécurité publique Canada afin d'améliorer et d'élargir le Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité pour les communautés à risque et lui permettre de mieux répondre aux besoins en matière de sécurité des communautés, qui sont en constante évolution.
- 6,9 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2023-2024, accordés au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de faire progresser un programme de démarches réparatrices visant à donner des moyens d'agir aux employés victimes de harcèlement et de discrimination et à susciter un changement de culture dans la fonction publique.
- 10 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2023-2024, accordés à Emploi et Développement social Canada afin de répondre aux besoins et d'éliminer les obstacles propres aux personnes en situation de handicap en investissant dans le renforcement des capacités et le travail communautaire des organismes d'aide aux personnes en situation de handicap du Canada.

Analyse et occasions

Ingénieurs Canada salue l'engagement du gouvernement fédéral à combler les lacunes en matière d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI) et à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones, ainsi

que ses efforts pour combattre le harcèlement, la discrimination et la violence en milieu de travail. Dans notre [Mémoire pour les consultations prébudgétaires en vue du budget de 2023](#), nous avons souligné l'importance de soutenir les initiatives d'EDI dans tout le Canada, notamment les mesures qui contribuent à la lutte contre la discrimination et le harcèlement et à l'amélioration de l'EDI en milieu de travail pour les femmes, les Autochtones, les Noirs et les autres personnes racisées, les personnes LGBTQ2S+ et les personnes en situation de handicap. Nous sommes heureux de voir des investissements proposés de 6,9 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2023-2024, pour s'attaquer à ces enjeux au sein de la fonction publique fédérale. Nous avons également préconisé un financement pour soutenir l'accès des personnes autochtones aux programmes d'études postsecondaires en génie au Canada.

En tant que promoteur de soutiens accrus pour les femmes et les Autochtones au sein de la profession d'ingénieur, Ingénieurs Canada s'est activement engagé à faire progresser ces questions cruciales par le biais de divers [mémoires à l'intention du gouvernement fédéral](#), de témoignages, de notre [initiative 30 en 30](#), de nos énoncés de principe nationaux intitulés [Diversité, équité et inclusion](#) et [Accès des peuples autochtones à la formation postsecondaire en génie](#). Nous continuons aussi de travailler, par l'entremise de notre [Comité consultatif autochtone](#), à promouvoir [l'accès des Autochtones aux programmes d'études postsecondaires en génie](#).

Renforcer le commerce intérieur

Points saillants

Le gouvernement fédéral s'efforce de réduire les obstacles au commerce interprovincial et territorial, et d'améliorer la mobilité de la main-d'œuvre, ce qui créerait de nouvelles possibilités de croissance pour les entreprises canadiennes, faciliterait l'accès de la population à des professionnels de la santé et réduirait les coûts pour la population canadienne grâce à une concurrence accrue et à des choix plus diversifiés pour le public consommateur. Le gouvernement fédéral a entrepris des efforts pour améliorer la mobilité de la main-d'œuvre, notamment en fournissant des fonds pour élargir le Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers et en lançant la déduction pour la mobilité de la main-d'œuvre pour les gens de métier. Dans une perspective d'avenir, le budget de 2023 souligne l'engagement du gouvernement fédéral à continuer de renforcer le commerce intérieur en explorant la reconnaissance mutuelle des normes réglementaires au moyen de l'élaboration d'un cadre fédéral sur la reconnaissance mutuelle. Cette approche permettra de coordonner les efforts politiques avec les partenaires provinciaux et territoriaux, et de promouvoir en fin de compte l'engagement et la coopération. En mettant l'accent sur la reconnaissance mutuelle, le gouvernement cherche à éliminer les obstacles au commerce et à la mobilité de la main-d'œuvre, à faciliter la circulation des biens et des services à travers le pays et à soutenir la croissance économique.

Les investissements en cours comprennent :

- Accorder 115 millions de dollars sur cinq ans et 30 millions de dollars par la suite, comme prévu dans le budget de 2022, pour élargir le Programme de reconnaissance des titres de

compétences étrangers, qui facilite la reconnaissance des titres de compétences du personnel nouvellement arrivé au Canada. Ces sommes devraient aider chaque année jusqu'à 11 000 professionnels de la santé formés à l'étranger à faire reconnaître leurs titres de compétence.

Analyse et occasions

Ingénieurs Canada se réjouit de l'engagement continu du gouvernement fédéral à réduire et à éliminer les obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre, tel que décrit dans le budget de 2023. Nous croyons qu'en améliorant la mobilité de la main-d'œuvre et en réduisant les obstacles au commerce, le gouvernement fédéral prend des mesures essentielles pour favoriser la croissance économique et améliorer le bien-être des Canadiens. Pour s'assurer des meilleurs résultats pour la mobilité professionnelle au Canada, il est important que le gouvernement fédéral consulte les professions réglementées telles que le génie, et collabore avec elles. La profession d'ingénieur est reconnue pour avoir l'un des régimes internes les plus avancés au Canada, et Ingénieurs Canada préconise depuis longtemps que les ingénieurs titulaires d'un permis d'exercice au Canada puissent exercer leur profession dans différentes zones de compétence, notamment dans son énoncé de principe national [Mobilité nationale et internationale de la main-d'œuvre](#). Nous avons également témoigné verbalement, au nom de la profession d'ingénieur, devant le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce dans le cadre de son étude sur [la mobilité interprovinciale et interterritoriale de la main-d'œuvre](#). Nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration avec le gouvernement fédéral afin de faire progresser la mobilité de la main-d'œuvre et de réduire les barrières au commerce au Canada.